

Burundi : passage des bourses généralisées à un système des prêts-bourses

Voice of America, 07 mars 2017 L'Université du Burundi, par un décret présidentiel du mois de février, passe de bourses généralisées à un système des prêts-bourses. La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique applique depuis l'année académique 2016-2017. S'il est vrai que les autorités indiquent que cette responsabilisation des futurs cadres du pays, bon nombre d'étudiant appellent le président burundais à abroger ce décret d'autant plus que bon nombre de familles n'ont pas les moyens de vivre dans la capitale Bujumbura où les prix des produits de première nécessité ne cessent de flamber.

Il est dix heures à l'Université du Burundi, près de l'amphithéâtre de la faculté de droit. Des étudiants sont de traditionnelle (photo ci-haut). Interrogé, un professeur de droit pénal a indiqué que la question du prêt bourse va diviser les étudiants boursiers et non boursiers. Il pense que cela se dirige vers la suppression de la bourse au Burundi. Un groupe de trois étudiants d'origine estiment que le décret présidentiel du 16 février 2017 doit être abrogé pour la des étudiants d'origine. "C'est la suppression de la bourse en soi, et nous vivons cette situation très mal", explique l'un des étudiants. Si le prêt-bourse est institutionnalisé dans bon nombre de pays occidentaux et américains, cet étudiant affirme que le Burundi ne peut pas suivre le modèle des autres pays plus développés. "Si on veut imiter les autres pays, il faudrait vivre comme les autres pays", souligne un étudiant. Ancien étudiant et cadre administratif à l'université du Burundi, Emmanuel Bigirimana reconnaît que cette mesure sera dure à avaler pour les parents burundais même si la mesure entre dans les nouvelles formes instituées par les autorités burundaises. La ministre Janviere Ndirahisha a aussi un pari où d'autres ministres avaient échoué pour remodeler l'engagement liant l'étudiant à l'État va se mettre en place le prêt-bourse ? Qui va payer entre les banques commerciales et l'État ? Cette nouvelle forme mettra beaucoup de temps pour son application effective dans un pays très pauvre a souligné un professeur. Christophe Nkurunziza, correspondant à Bujumbura

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});